

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Des centaines d'écoles ont été pillées, endommagées et détruites, ou utilisées à des fins militaires en République démocratique du Congo. Des parties armées auraient également menacé, enlevé, blessé et tué des élèves ainsi que du personnel enseignant. Tant les garçons que les filles ont été recrutés dans les écoles ou sur le chemin de l'école, et des rapports ont indiqué que les filles ont été spécifiquement enlevées à des fins sexuelles.

Contexte

Déjà en cours depuis plus de deux décennies, le conflit s'est poursuivi dans l'est de la République démocratique du Congo.¹ Un nouveau conflit a éclaté dans la région du Grand Kasai en avril 2016, lorsque les tensions entre le gouvernement et les chefs traditionnels ont conduit à l'émergence de la milice Kamuina Nsapu.² Cette violence a fait un bond en 2017 et les conflits se sont également intensifiés dans les provinces du Nord et Sud-Kivu et du Tanganyika.³ Les parties armées comprenaient les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et plus de 120 groupes armés non étatiques.⁴ La plupart des groupes armés étaient petits. Les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui auraient compté entre 500 et 1 000 combattants en 2017, constituaient l'un des groupes les plus importants.⁵ La Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui a débuté sa mission de maintien de la paix en 1999, a également poursuivi ses opérations dans le pays.⁶

À août 2017, 3,8 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur de la RDC.⁷ Des parties étatiques et non étatiques auraient violé, réduit en esclavage sexuel et fécondé de force des femmes et des filles en raison de leur appartenance ethnique.⁸ Les groupes armés non étatiques ont perpétré la majorité des actes de violence sexuelle signalés, bien que des membres de la MONUSCO et de forces étrangères aient également été accusés d'exploitation sexuelle de 2015 jusqu'en 2017.⁹

L'accès à l'éducation a été entravé par les conflits en RDC et on estimait que 2,9 millions d'enfants avaient un besoin urgent d'éducation à la fin de 2016.¹⁰ Dans la région du Tanganyika, une recrudescence des tensions intercommunautaires et des opérations militaires avaient entraîné la destruction de plus de 300 écoles jusqu'à juillet 2017.¹¹ Jusqu'en juillet 2017 également, l'UNICEF a signalé que les dommages causés aux écoles avaient forcé 150 000 enfants à quitter l'école dans la région du Kasai.¹² Le Cluster Éducation a également signalé que l'utilisation des établissements d'enseignement à des fins militaires, ainsi que d'autres facteurs, notamment le recrutement forcé d'enseignants par la milice, perturbaient la scolarisation, entravaient l'accès des filles à l'éducation et conduisaient aux mariages et grossesses précoces.¹³

Selon un rapport publié en 2017 par Child Soldiers International, le recrutement d'enfants et le manque d'accès à l'éducation se sont renforcés réciproquement. La conscription forcée a limité l'accès des filles à l'éducation, tandis que l'incapacité d'assumer le coût de l'éducation a incité certaines filles à rejoindre les groupes armés.¹⁴ Les informations recueillies par la GCPEA ont indiqué que les filles enlevées, ou recrutées et violées, parfois pendant des mois, abandonnaient souvent l'école par la suite.¹⁵

Les informations faisant état d'atteintes à l'éducation, à l'exception du recrutement d'enfants, ont été plus nombreuses pendant la période de référence 2013-2017 par rapport à la période 2009-2013. Cela est peut-être dû à la recrudescence des conflits au Nord et Sud-Kivu et au Tanganyika et à l'émergence de conflits dans la région du Grand Kasai, ainsi qu'au renforcement de la surveillance et du signalement des attaques contre l'éducation. Les attaques contre l'éducation semblent avoir diminué de 2013 à 2015, avant de fortement augmenter en 2016 et 2017.¹⁶

La RDC a approuvé la Déclaration sur la sécurité dans les écoles en juillet 2016.

Attaques contre les écoles

Des groupes armés non étatiques auraient bombardé, incendié et pillé des centaines d'écoles au cours de la période considérée, notamment dans les provinces du Kasai et du Kasai-Central et dans la région du Tanganyika. Selon les rapports, 2017 a compté le plus grand nombre d'attaques perpétrées contre des écoles au cours de la période considérée. Les attaques contre des écoles ont eu lieu au même rythme en 2013, 2014 et 2015, avec des dizaines d'attaques chaque année, mais l'année 2016 a connu une forte hausse. Au moins 639 attaques contre des écoles, vérifiées ou non, ont été signalées dans la région du Grand Kasai en 2016 et 2017.¹⁷ Parmi elles, l'ONU en a vérifié 51 en 2016 et 396 en 2017.¹⁸

Les groupes armés non étatiques ont perpétré la plupart des attaques contre des écoles et ont utilisé différentes méthodes, selon leur localisation. Alors que les auteurs des attaques à l'est ont fait usage d'armes lourdes telles que les mines et les roquettes, les agresseurs dans la région du Grand Kasai ont utilisé principalement des armes légères.¹⁹

En 2013, divers acteurs armés non étatiques à l'est, notamment les Forces démocratiques alliées (FDA), l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), la Force de résistance patriotique d'Ituri (FRPI), le Mouvement du 23 mars (M23) et Nduma Defence of Congo (NDC), auraient pillé, bombardé et incendié des écoles. L'ONU a vérifié 95 attaques contre des écoles, notamment le pillage de 21 écoles par les ADF à Beni (Nord-Kivu) ainsi que le pillage et les dommages infligés à 10 écoles par la FRPI à Irumu (Ituri).²⁰ Voici quelques exemples :

- Un rapport publié par Save the Children mentionnait un incident survenu le 27 février 2013, au cours duquel des bombes ont frappé une école lors d'affrontements entre les FARDC et l'APCLS, parce que les personnes déplacées se trouvant à l'intérieur du bâtiment avaient été confondues avec des soldats ennemis. Douze personnes ont été tuées et quatre élèves ont été blessés. On ignorait si l'école avait été touchée, mais elle aurait ensuite été pillée.²¹
- Selon les informations recueillies et vérifiées par l'ONU, le M23 a bombardé une école à Goma lors d'une attaque en août 2013.²²
- Human Rights Watch a signalé qu'en août 2013, des combattants du NDC ont fait irruption dans une école de Pinga, détruisant du matériel ainsi qu'un bureau. Selon certaines informations, ils auraient également contraint des personnes à fuir, même s'il n'était pas clair si ces personnes étaient des écoliers ou des enseignants.²³

Le nombre d'attaques contre des écoles dans l'est du pays semble avoir diminué entre 2014 et 2015. Le nombre total d'attaques contre des écoles rapporté est le suivant :

- En 2014, selon des informations vérifiées par l'ONU, les FARDC, les FDA, les FDLR, l'Union des patriotes congolais pour la paix, Raia Mutomboki et d'autres groupes armés ont attaqué 22 écoles, dont 10 ont été pillées après avoir été utilisées à des fins militaires.²⁴
- L'ONU a également vérifié 22 attaques contre des écoles dans l'est du pays en 2015, notamment 10 écoles détruites par le groupe d'autodéfense Twa lors d'affrontements avec des membres du groupe ethnique Luba au Tanganyika. Le Nyatura, terme générique désignant les groupes armés hutu congolais, a détruit quatre écoles et d'autres groupes armés en ont détruit huit. Les emplacements de ces attaques n'étaient pas indiqués.²⁵

Les attaques contre les écoles ont encore augmenté en 2016, lorsque l'ONU a vérifié 51 incidents visant des établissements d'enseignement primaire et secondaire. Les assaillants identifiés étaient notamment la milice Twa (13), les FDA (8), les Maï-Maï Simba (4), les Maï-Maï Raia Mutomboki (4) et la FRPI (3).²⁶ Un conflit a éclaté dans la région du Grand Kasai en août 2016 et la violence s'est intensifiée dans la région du Tanganyika en septembre de la même année. La violence s'est également poursuivie dans les Kivus. Par exemple, la société civile locale et des agences des Nations Unies ont signalé que le 15 octobre 2016, deux enseignants et deux élèves avaient été tués par une roquette qui a frappé une école à Beni, dans le Nord-Kivu, lors d'affrontements entre les FARDC et Corps du Christ, une secte religieuse armée.²⁷

Différentes agences ont signalé les attaques suivantes contre des écoles dans les différentes régions de la RDC en 2016 :

- Selon les informations fournies par une organisation humanitaire internationale, environ 87 écoles ont été attaquées, incendiées ou pillées dans le Kasaï-Central soit par les FARDC, soit par des milices entre août et décembre 2016.²⁸
- Selon Amnesty International, des organisations de la société civile ainsi que des leaders locaux ont signalé que plus de 150 écoles ont été détruites par des incendies lors d'affrontements entre les communautés Batwa et Luba dans la région du Tanganyika.²⁹
- Au Nord-Kivu, une agence humanitaire internationale a constaté que sur 30 écoles comprises dans une intervention, des groupes armés non étatiques ont attaqué environ 10 d'entre elles plus de quatre fois entre 2015 et 2017. Dix autres ont été attaquées au moins trois fois.³⁰

Les attaques contre les écoles ont continué à s'intensifier en 2017, tant dans l'est de la RDC que dans la région du Grand Kasaï. Les groupes armés non étatiques ont été responsables de la plupart de ces attaques.³¹ Une organisation humanitaire internationale a signalé qu'il y avait eu près de 100 attaques contre des écoles dans l'est du pays à octobre 2017. Il s'agissait notamment d'une école au Nord-Kivu, de 68 écoles au Sud-Kivu et de 29 écoles au Tanganyika.³² Dans la région du Kasaï, 396 attaques contre des écoles ont été vérifiées en 2017.³³ Des exemples d'attaques à la fois dans l'est et dans la région du Kasaï sont notamment les suivants :

- Selon *Reuters*, lors de violents affrontements entre l'armée et des membres de milice le 22 juin 2017, une attaque au mortier contre une école a blessé au moins trois élèves qui passaient leurs examens à Beni, dans le Nord-Kivu.³⁴
- En octobre 2017, l'ONU a vérifié qu'une roquette des FARDC a frappé une école à Butembo, dans le Nord-Kivu, tuant deux filles ainsi que deux enseignants et blessant quatre enfants.³⁵

Attaques contre des élèves, des enseignants et autre personnel éducatif

Les FARDC ainsi que divers groupes armés non étatiques auraient battu, enlevé et tué plusieurs dizaines d'élèves et d'enseignants entre 2013 et 2017. Par exemple, une agence humanitaire internationale a découvert que 4% des élèves et 8% des enseignants bénéficiaires d'un programme mis en œuvre dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu, ont été attaqués entre 2015 et 2017.³⁶ Des enseignants et des élèves ont également été tués dans des tirs croisés. Le nombre d'élèves et d'éducateurs blessés était supérieur à celui signalé dans *L'Éducation prise pour cible 2014*, qui n'a fait état que de deux incidents d'agression contre des élèves ou des membres du personnel éducatif.

La plupart de ces attaques ont eu lieu à la fin de la période considérée. En effet, un seul cas d'attaque contre un enseignant a été signalé au cours des trois premières années. Le 26 octobre 2013, un directeur d'école primaire hutu a été tué près du village de Kavere lors d'attaques menées par Raia Mutomboki dans trois villages du territoire de Masisi, dans le Nord-Kivu.³⁷

Depuis 2016, des attaques contre des élèves, des enseignants et d'autres membres du personnel éducatif ont été signalées dans l'est de la RDC ainsi que dans la région du Grand Kasaï, notamment :

- Entre août 2016 et mai 2017, cinq inspecteurs de l'éducation ont été tués dans le Kasaï-Central.³⁸
- Au 8 juin 2017, un nombre indéterminé d'enseignants ont été attaqués lors du transport de feuilles de test pour les élèves.³⁹
- Des membres de milice ont giflé un inspecteur d'école qui était sur le point de présenter des examens scolaires le 2 mai 2017 ou antérieurement, apparemment en réponse au fait qu'il dispensait un enseignement dans les zones sous leur contrôle.⁴⁰
- Des hommes armés de machettes auraient empêché une équipe d'administrer des examens au village de Tshisuku et ont utilisé leurs armes pour frapper le chef de l'équipe le 2 mai 2017 ou antérieurement.⁴¹
- Des miliciens présumés ont temporairement enlevé une équipe de personnel éducatif qui se rendait à Luiza le 30 avril 2017 ou avant cette date. L'équipe a payé les miliciens pour que ceux-ci les libèrent.⁴²

- Selon l'ONU et le Cluster Éducation, la milice Kamuina Nsapu a attaqué un camion livrant du matériel d'examen dans le territoire de Kazumba, dans la province du Kasaï-Central, le 30 avril 2017. Les assaillants ont tué trois inspecteurs scolaires, dont deux femmes.⁴³

Utilisation des écoles à des fins militaires

Des soldats du gouvernement et des groupes armés auraient utilisé des écoles pour occuper des postes militaires ainsi que pour se loger, et les auraient pillées pour se procurer des ressources telles que le bois de chauffage. La durée de l'occupation militaire documentée par Human Rights Watch allait de quelques jours à plusieurs mois.⁴⁴ Des utilisations à des fins militaires ont également été signalées dans des écoles de la région du Grand Kasaï vers la fin de la période considérée. Les informations faisant état d'une utilisation militaire étaient plus courantes que pendant la période couverte dans *L'Éducation prise pour cible 2014*, mais il est difficile de savoir si cette constatation était due à une augmentation réelle du nombre d'utilisations militaires ou à une amélioration de la surveillance et de la signalisation.

L'ONU a vérifié 25 cas d'utilisation d'écoles à des fins militaires en 2013, dont 13 par les FARDC.⁴⁵ Diverses autres parties, dont le M23, les FDLR, les groupes Nyatura et Raia Mutomboki, étaient également responsables, selon Human Rights Watch.⁴⁶ L'utilisation militaire comprenait l'occupation des écoles en tant que points stratégiques et terrains d'entraînement pour des durées variables. Par exemple :

- Human Rights Watch a documenté l'occupation d'une école primaire dans le village de Kashenda par les forces armées gouvernementales pendant 10 mois à compter de novembre 2012, bien que des militaires ont affirmé qu'ils étaient positionnés là afin de « sécuriser l'école ».⁴⁷
- En mars 2013, des combattants de Nyatura ont passé deux nuits dans une école et l'ont pillée avant de partir, selon Human Rights Watch.⁴⁸
- En juin 2013, le M23 a utilisé une école primaire ainsi qu'un ancien jardin d'enfants à Chengerero, dans le Nord-Kivu, pour former des combattants, selon Human Rights Watch.⁴⁹
- Human Rights Watch a signalé qu'entre novembre 2012 et juillet 2013 au moins, les FARDC ont utilisé les terrains scolaires de l'Institut Bweremana à Minova pour organiser des défilés militaires et des exercices d'entraînement.⁵⁰

Les utilisations à des fins militaires ont été moins fréquemment signalées en 2014, l'ONU vérifiant environ moins de la moitié de cas (12) que l'année précédente. L'ONU a également signalé que sur le territoire de Shabunda, dans le Sud-Kivu, les FARDC et Raia Mutomboki ont utilisé respectivement quatre et six écoles, qui ont ensuite été détruites, pillées ou incendiées lors d'affrontements en avril 2014.⁵¹

Les utilisations à des fins militaires ont continué en 2015, mais le succès du plaidoyer fructueux a conduit des groupes armés à évacuer certaines écoles. L'ONU a vérifié des informations indiquant que des groupes armés ont utilisé 10 écoles en 2015.⁵² Les FARDC auraient utilisé 20 écoles supplémentaires, mais en ont évacué 13 autres à la suite du plaidoyer de l'ONU.⁵³

Des utilisations à des fins militaires ont continué d'être signalées dans l'est de la RDC tout au long de 2016. L'ONU a vérifié l'utilisation militaire de 19 écoles, dont plus de la moitié étaient occupées par les FARDC.⁵⁴ Dans une étude menée en 2016 par une agence humanitaire internationale, la présence d'un groupe armé dans une école constituait l'abus le plus courant : 29% des 30 écoles interrogées ont déclaré que des acteurs armés étaient entrés dans les salles de classe pendant les heures de cours.⁵⁵ Une agence humanitaire internationale a signalé plusieurs exemples d'utilisation militaire, notamment les suivants :

- Tout au long de l'année, les forces de sécurité gouvernementales et des groupes armés auraient occupé et partiellement endommagé des écoles au Nord-Kivu. Ces incidents se sont produits dans au moins quatre villages du territoire de Masisi, trois villages du territoire de Nyiragongo et deux autres villages.⁵⁶
- En août 2016, les Mai Nyatura auraient occupé l'école primaire de Kishisha dans le territoire de Rutshuru.⁵⁷
- Un groupe armé a tenté d'occuper l'école primaire de Mwandja en octobre 2016. L'emplacement exact de l'école n'a pas été mentionné.⁵⁸

En 2016 et 2017, il a également été signalé que des utilisations militaires avaient lieu dans la région du Grand Kasai :

- Selon l'ONU, les FARDC ont utilisé quatre écoles dans les provinces du Kasai à un moment donné entre septembre 2016 et juin 2017, mais ont quitté les écoles à la suite d'un plaidoyer de la part de l'ONU.⁵⁹
- Le 11 mai 2017, le Cluster Éducation a annoncé que l'armée avait occupé entre trois et huit écoles à Kananga, dans la province du Kasai-Central, pour une durée indéterminée depuis le début du conflit dans la région du Grand Kasai en août 2016.⁶⁰

Recrutement d'enfants à l'école ou sur le trajet de l'école

Des rapports anecdotiques ont indiqué que des groupes armés non étatiques dans l'est du pays s'en sont pris à des élèves afin de les recruter. Ils auraient enlevé des élèves à l'école ou le long des itinéraires scolaires, notamment à des fins sexuelles, comme décrit dans la section suivante. La GCPEA a constaté un nombre similaire de signalements de recrutement d'enfants dans les écoles ou le long des itinéraires scolaires entre 2013-2017 et 2009-2013. Selon le département d'État américain, certains parents auraient cessé d'envoyer leurs enfants à l'école de peur que des groupes armés ne les recrutent.⁶¹

Parmi les incidents de recrutement d'enfants, on peut citer les suivants :

- Selon la MONUSCO, entre janvier 2012 et août 2013, des groupes de Nyatura ont recruté 185 garçons et 5 filles, dont 34 avaient moins de 15 ans. Un recruteur de Nyatura a déclaré à la MONUSCO qu'il leur était ordonné de recruter des « garçons plus âgés » dans les écoles. La signification de « plus âgé » n'était pas claire.⁶²
- Le 27 septembre 2013, selon Human Rights Watch, des combattants du NDC ont enlevé une vingtaine d'élèves d'une école primaire de Butemure, dans le territoire de Walikale, dans le Nord-Kivu. Ils ont battu ceux qui essayaient de fuir avec des bâtons et des baïonnettes, blessant grièvement six élèves.⁶³
- La MONUSCO a indiqué que les FDLR étaient responsables de l'enlèvement de cinq enfants alors qu'ils se rendaient à l'école entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 août 2013.⁶⁴
- Human Rights Watch a signalé une tendance de recrutement en février 2013, selon laquelle les FDLR ont recruté des enseignants et des élèves provenant d'écoles du territoire de Mpati.⁶⁵
- En juillet 2013, un jour non précisé, les FDLR ont enlevé 10 garçons et trois filles de l'Institut Bumbasha, une école secondaire de Rutshuru. Tous les enfants enlevés auraient été contraints de rejoindre les FDLR en tant que combattants ou travailleurs forcés.⁶⁶
- Selon une organisation humanitaire internationale, en 2014 et 2015, 51 écoliers ont été recrutés dans 12 écoles soutenues par cette organisation dans des provinces non identifiées du pays. Treize de ces enfants ont ensuite été rendus.⁶⁷

Violences sexuelles commises par des groupes armés à l'école ou sur le trajet de l'école

Les violences sexuelles perpétrées par des groupes armés ont touché des filles et des femmes en RDC, notamment à l'école. Une organisation humanitaire internationale a constaté que la plupart des 30 écoles interrogées ont déclaré que des élèves étaient victimes de violences sexuelles, notamment d'enlèvements et de mariages forcés, par des acteurs armés le long des itinéraires scolaires.⁶⁸ La GCPEA a recensé plus d'incidents de violence sexuelle dans le contexte de l'éducation en 2013-2017 qu'en 2009-2013. On ne savait pas si cette augmentation était due à un renforcement de la surveillance et des signalements, ou bien à une intensification du conflit.

Les militaires comme les membres de groupes armés non étatiques auraient pris pour cible des filles dans les écoles pour les violer, les obligeant à quitter leurs salles de classe ou les enlevant sur le chemin de l'école. Par exemple :

- Human Rights Watch a signalé en 2015 que le M23 avait forcé des élèves de sexe masculin à leur amener des camarades de classe de sexe féminin.⁶⁹

- Human Rights Watch a indiqué qu'à une date non précisée avant juin 2013, des membres de l'armée gouvernementale ont capturé une élève de 16 ans et sa camarade de classe alors qu'elles fuyaient, mais se trouvant toujours dans l'enceinte de l'école, et ont violé les deux filles.⁷⁰
- En juillet 2013, une enseignante du territoire de Rutshuru a déclaré à Human Rights Watch que des combattants du M23 se rendaient à son école trois à quatre fois par mois et emmenaient des filles pour les violer.⁷¹
- Le 31 juillet 2017, le Cluster Éducation a signalé que des hommes de la milice Twa auraient enlevé et violé trois filles d'une école primaire de la région de Kabalo.⁷²
- Le Cluster Éducation a indiqué qu'à une date non spécifiée avant le 31 juillet 2017, des miliciens bantous ont enlevé et violé huit filles d'une école primaire sur l'axe Nyunzu-Manono sur une période de trois mois.⁷³
- Selon le Cluster Éducation, une milice non identifiée aurait enlevé et violé six écolières pendant plus de deux mois avant le 31 juillet 2017, lors du cambriolage d'une école primaire à Manono.⁷⁴

Attaques contre l'enseignement supérieur

La police et d'autres forces de sécurité gouvernementales auraient tué et blessé près de 100 étudiants manifestants entre 2013 et 2017. Les violences liées aux manifestations, qui étaient le seul type d'attaque signalé contre des étudiants et des établissements d'enseignement supérieur, ont eu lieu principalement à Kinshasa. Les attaques contre l'enseignement supérieur ont été plus nombreuses dans la période actuelle considérée que dans la période 2009-2013, lorsque seulement deux incidents de ce type ont été signalés. Cependant, cette augmentation est peut-être due à l'amélioration de la surveillance et du signalement des attaques contre l'enseignement supérieur.⁷⁵

La GCPEA a recensé six incidents au cours desquels la police avait eu recours à une violence excessive à l'encontre des étudiants manifestants, notamment :

- Selon *University World News*, des témoins ont indiqué qu'en février 2013, après que des manifestations d'étudiants à l'Institut supérieur de développement rural de Lubao ont pris une tournure violente, et que des étudiants ont jeté des pierres, la police a ouvert le feu sur la foule, tuant deux étudiants et en blessant sept autres.⁷⁶
- *Reuters* a rapporté qu'en janvier 2015, au cours de plusieurs jours de manifestations près de l'Université de Kinshasa, la police avait tiré des coups de feu en l'air parmi des milliers d'étudiants manifestant contre le président Kabila.⁷⁷ Au milieu de ces manifestations, le 21 janvier 2015, la police a également tiré du gaz lacrymogène dans les dortoirs des étudiants de l'Université de Kinshasa, selon Human Rights Watch.⁷⁸ D'après la FIDH, 42 personnes au moins ont perdu la vie à cause de ces violences. Les autorités, quant à elles, ont affirmé que le nombre de victimes était de cinq.⁷⁹ Human Rights Watch a indiqué qu'au moins 6 des personnes tuées étaient des étudiants.⁸⁰
- En novembre 2016, des sources de presse régionales ont déclaré qu'environ 20 étudiants de l'Institut supérieur de technologie appliquée de Kinshasa ont été blessés lors de manifestations contre la hausse des frais de scolarité. Les mêmes sources ont affirmé que la police avait tiré sur des étudiants et lancé des gaz lacrymogènes dans les salles de classe pendant les manifestations. La police a nié avoir utilisé des armes mortelles.⁸¹
- Selon Human Rights Watch, des officiers des services de renseignements de l'armée ont arrêté Ben Tshimanga le 20 juillet 2017, élève à l'Institut supérieur des techniques médicales de Kinshasa, probablement à cause de son affiliation avec un parti politique d'opposition. Les étudiants ont manifesté contre son arrestation ce soir-là, mais ils auraient été dispersés par les forces de sécurité gouvernementales, qui ont tiré des balles réelles en l'air.⁸²
- Le lendemain, le 21 juillet 2017, un groupe d'étudiants encore plus nombreux a manifesté devant le bâtiment administratif de l'université. Certains de ces étudiants sont devenus violents, lançant des pierres et brûlant des véhicules se trouvant à proximité. Human Rights Watch a indiqué que la police avait riposté avec du gaz lacrymogène et des balles réelles, qui ont touché plusieurs étudiants. La même source a indiqué que la police avait battu et arrêté un grand nombre d'autres d'étudiants.⁸³

- ¹ « Crisis in North Kivu », IRIN, 10 juillet 2012. Human Rights Watch, « RD Congo : Chronologie », 21 août 2009.
- ² International Crisis Group, Kamuina Nsapu Insurgency Adds to Dangers in DR Congo (New York : International Crisis Group, 2017).
- ³ OCHA, « Democratic Republic of the Congo-Overview », novembre 2017, p. 1.
- ⁴ « RD Congo : Le nouveau 'Baromètre sécuritaire du Kivu' cartographie les violences dans l'est », Communiqué de presse de Human Rights Watch, 7 décembre 2017.
- ⁵ Pour d'autres informations sur nombre des parties armées en RDC, veuillez consulter « The Eastern Congo », Council on Foreign Relations (CFR), octobre 2016. Elsa Buchanan, « Battle for control of the DRC: Who are the Raia Mutomboki? » International Business Times, 29 octobre 2015. Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », pp. 10-12. « Armed groups in eastern DRC », IRIN, 31 octobre 2013.
- ⁶ « About », MONUSCO, <https://monusco.unmissions.org/en/about>.
- ⁷ « DR Congo tops list of most newly displaced people in first half year », communiqué de presse de Norwegian Refugee Council, 16 août 2017.
- ⁸ Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », S/2015/203, para. 24
- ⁹ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/70/836-S/2016/360, para. 57. UN, Update on Allegations of Sexual Exploitation and Abuse in United Nations Peacekeeping Operations and Special Political Missions, 17 mai 2016, p. 1. « DR Congo: UN peacekeepers face fresh sexual abuse claims », BBC News, 28 avril 2017.
- ¹⁰ OCHA, 2017 Aperçu des besoins humanitaires - République Démocratique du Congo (Kinshasa, RDC : 2016), p. 3
- ¹¹ Information communiquée par le Cluster Éducation via email le 31 juillet 2017.
- ¹² « 150 000 children », UNICEF.
- ¹³ Information communiquée par le Cluster Éducation via email le 31 juillet 2017. Information communiquée via email par un membre de l'ONU interrogé, septembre 2017.
- ¹⁴ Child Soldiers International, What the Girls Say (Londres : Child Soldiers International, 2017), pp. 17-19.
- ¹⁵ Information communiquée par une organisation humanitaire internationale via email le 31 juillet 2017.
- ¹⁶ Information communiquée par le Cluster Éducation via email le 2 août 2017.
- ¹⁷ « 150 000 children », UNICEF. Information communiquée via email par un membre de l'ONU interrogé, le 18 septembre 2017.
- ¹⁸ Information communiquée par un membre de l'ONU interrogé le 2 février 2018.
- ¹⁹ Information communiquée par un membre de l'ONU interrogé le 18 septembre 2017.
- ²⁰ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/68/878-S/2014/339, para. 65.
- ²¹ Save the Children, Attacks on Education: The impact of conflict and grave violations on children's futures (Londres : Save the Children, 2013), p. 13.
- ²² Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé en République démocratique du Congo », S/2014/453, 30 juin 2014, para. 48.
- ²³ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », p. 25.
- ²⁴ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général : Le sort des enfants en temps de conflit armé », A/69/926-S/2015/409, para. 63.
- ²⁵ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/70/836-S/2016/360, para. 49.
- ²⁶ Secrétaire général de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/72/361-S/2017/821, para. 67.
- ²⁷ « L'UNESCO et l'UNICEF saluent la mémoire des enseignants et élèves tués au Nord Kivu [RDC] », communiqué de presse de l'UNESCO, 24 octobre 2016. « RDC : Tensions à Butembo », RFI Afrique, 16 octobre 2016.
- ²⁸ Information communiquée via email par une organisation humanitaire internationale le 16 novembre 2017.
- ²⁹ Amnesty International, Rapport mondial 2016/2017, chapitre sur la RD Congo.
- ³⁰ Information communiquée par une agence humanitaire internationale, novembre 2017.
- ³¹ Information communiquée via email par une organisation humanitaire internationale le 14 décembre 2017.
- ³² Information communiquée via email par une organisation humanitaire internationale le 14 décembre 2017.
- ³³ Information communiquée via email par une organisation humanitaire internationale le 14 décembre 2017.
- ³⁴ « Heavy fighting in northeastern Congo, several wounded-residents », Reuters, 22 juin 2017.
- ³⁵ Secrétaire général de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/72/361-S/2017/821, para. 67.
- ³⁶ Information communiquée via email par une organisation humanitaire internationale, novembre 2017.
- ³⁷ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », p. 23.
- ³⁸ Information communiquée via email par le Cluster Éducation mondial le 2 août 2017.
- ³⁹ Information communiquée via email par le Cluster Éducation mondial le 2 août 2017.
- ⁴⁰ Information communiquée via email par le Cluster Éducation mondial le 2 août 2017.
- ⁴¹ Information communiquée via email par le Cluster Éducation mondial le 2 août 2017.
- ⁴² Information communiquée via email par le Cluster Éducation mondial le 2 août 2017.
- ⁴³ Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », S/2017/565, para. 16. Information communiquée via email par le Cluster Éducation le 2 août 2017.
- ⁴⁴ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », p. 30.
- ⁴⁵ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/68/878-S/2014/339, para. 65.
- ⁴⁶ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/68/878-S/2014/339, para. 65.
- ⁴⁷ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », pp. 30-31.
- ⁴⁸ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », p. 29.
- ⁴⁹ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », p. 31.
- ⁵⁰ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », p. 31.
- ⁵¹ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/69/926-S/2015/409, para. 63.

- ⁵² Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/70/836-S/2016/360, para. 50.
- ⁵³ Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/70/836-S/2016/360, para. 50.
- ⁵⁴ Secrétaire général de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/72/361-S/2017/821, para. 68.
- ⁵⁵ Secrétaire général de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », A/72/361-S/2017/821, para. 68.
- ⁵⁶ Information fournie par une organisation humanitaire internationale le 27 janvier 2017.
- ⁵⁷ Information fournie par une organisation humanitaire internationale le 27 janvier 2017.
- ⁵⁸ Information fournie par une organisation humanitaire internationale le 27 janvier 2017.
- ⁵⁹ Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général », S/2017/565, para. 48.
- ⁶⁰ Information communiquée via email par le Cluster Éducation mondial le 2 août 2017.
- ⁶¹ Département d'État américain et al., « Country Reports 2015: Democratic Republic of the Congo », p. 29.
- ⁶² MONUSCO, « Child Recruitment by Armed Groups in DRC From January 2012 to August 2013 », octobre 2013, p. 9, cité dans Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », pp. 21-22.
- ⁶³ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », p. 17.
- ⁶⁴ MONUSCO, « Child Recruitment by Armed Groups in DRC from January 2012 to August 2013 », octobre 2013, p. 12.
- ⁶⁵ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », p. 21.
- ⁶⁶ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », p. 21.
- ⁶⁷ Information fournie par une organisation humanitaire internationale le 27 janvier 2017 et en novembre 2017.
- ⁶⁸ Information communiquée par une organisation humanitaire internationale via email en novembre 2017.
- ⁶⁹ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », pp. 23.
- ⁷⁰ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », pp. 23.
- ⁷¹ Human Rights Watch, « Notre école devint un champ de bataille », p. 22.
- ⁷² Information communiquée par le Cluster Éducation via email le 31 juillet 2017.
- ⁷³ Information communiquée par le Cluster Éducation via email le 31 juillet, 2017.
- ⁷⁴ Information communiquée par le Cluster Éducation via email le 31 juillet 2017.
- ⁷⁵ Information communiquée via email par un membre de l'ONU interrogé, 18 septembre 2017.
- ⁷⁶ « Clashes between students and police hit province », University World News, 16 mars 2013.
- ⁷⁷ « RD Congo : Des manifestations ont fait l'objet d'une répression sanglante », Communiqué de presse de Human Rights Watch, 24 janvier 2015.
- ⁷⁸ « RD Congo : Des manifestations ont fait l'objet d'une répression sanglante », Communiqué de presse de Human Rights Watch, 24 janvier 2015.
- ⁷⁹ « RD Congo : Des manifestations ont fait l'objet d'une répression sanglante », Communiqué de presse de Human Rights Watch, 24 janvier 2015.
- ⁸⁰ « RD Congo : Des manifestations ont fait l'objet d'une répression sanglante ».
- ⁸¹ « 20 Congolese students injured in clashes with Kinshasa police during protest », Africanews, 9 novembre 2016. « 5 DRC students shot in clashes with police », News24, 10 novembre 2016.
- ⁸² Ida Sawyer, « Répression contre des étudiants et membres de l'opposition accusés par le gouvernement d'être responsables des attaques de Kinshasa », Human Rights Watch Live Updates, 2 août 2017.
- ⁸³ Ida Sawyer, « Répression contre des étudiants et membres de l'opposition accusés par le gouvernement d'être responsables des attaques de Kinshasa », Human Rights Watch Live Updates, 2 août 2017.